24 heures Mardi 5 août 2025

Controverse

Tesla offre des milliards à son patron, Elon Musk.

Page 12

Trafic de drogue

Jugé, il avait «inondé» le Valais de haschich.

Page 12

Russie-États-Unis

Avec ses déclarations explosives, Medvedev crée un clash avec Trump.

Page 13



La Suisse a-t-elle encore quelque chose à négocier avec Donald Trump?

Éviter la taxe de 39% À quelques jours du couperet américain du 7 août sur les droits de douane, quatre élus nous disent comment ils voient la suite des discussions.

Florent Quiquerez Berne

Le compte à rebours est lancé. C'est ce jeudi que les droits de douane à 39% doivent frapper les exportations helvétiques à destination des États-Unis. Et si ces dernières constituent un choc aussi bien pour la politique que l'économie, c'est que Washington est devenu notre premier partenaire commercial en la matière.

Le Conseil fédéral s'est d'ailleurs réuni ce lundi à 11 h 00 par visioconférence pour faire le point. Il faut dire que ce weekend du 1^{er} août a vu notre relation avec Trump tomber de Charybde en Scylla. Au lieu d'un deal favorable à la Suisse, le président américain a promis de nous infliger un des taux les plus élevés au monde.

Pas de contre-mesures à l'heure actuelle

À la suite de cette séance extraordinaire, le gouvernement s'est fendu d'un communiqué peu avant 15 h 00, où il a annoncé être «déterminé à poursuivre les discussions et négociations engagées avec les États-Unis au-de-là de la proposition de déclaration conjointe sur la table, et si besoin, au-delà du 7 août 2025». Et de préciser: qu'il «n'envisage pas de contre-mesures à l'heure actuelle».

Le Conseil fédéral ajoute qu'il veut continuer de diversifier les relations commerciales avec l'ensemble de ses partenaires internationaux et se tient prêt à agir pour éviter les licenciements.

Mais à quelques jours de la date fatidique, et face à un Trump qui semble remonté comme jamais contre nous, est-il encore possible d'adoucir le coup de massue? En résumé, la Suisse a-t-elle encore quelque chose à négocier? Des représentants des quatre partis gouvernementaux répondent.



Olivier Feller (PLR/VD)

«L'attitude du Conseil fédéral m'inquiète»

«Ce qu'il nous reste à négocier? Le 7 août, c'est jeudi. Et à si court terme, je ne vois pas vraiment ce que l'on pourrait faire, répond Olivier Feller (PLR/VD), membre de la Commission de l'économie et des redevances. Les milliards



Trump peut-il revenir en arrière sur les droits de douane imposés à la Suisse? Dernier délai jeudi. Getty Images/AFP

d'investissements que la Suisse – par ses entreprises – était prête à faire aux USA n'ont rien donné. Concernant la balance commerciale, Trump ne veut pas entendre parler des services que nous importons des USA qui dans les faits – équilibrent les biens exportés par la Suisse. Quant à la relation privilégiée que nous pensions avoir avec les États-Unis, elle semble avoir été ruinée en un coup de téléphone. On peut éventuellement jouer sur l'or. Mais il faut être réaliste: au mieux, cela nous permettrait de descendre à 30% d'ici l'automne, alors que notre but est d'être au niveau des 15% obtenus par l'UE. Ce qui m'inquiète aussi, c'est que le Conseil fédéral ne prenne pas la mesure de ce qui se passe. Organiser une simple visioconférence, alors qu'une crise majeure risque de frapper le pays, ce n'est pas ce que j'appelle prendre conscience de la gravité de la situation.»



Samuel Bendahan (PS/VD)

«Trump ne comprend que le rapport de force»

«Il faut un changement de cap fondamental dans les relations avec les États-Unis. La Suisse a voulu se mettre à genoux devant Trump et cette stratégie a échoué de manière colossale, estime Samuel Bendahan (VD), coprésident du groupe socialiste au parlement. Cela met en danger tant nos valeurs que notre économie. Au lieu de cela, nous avons besoin d'une coopération plus étroite avec l'UE et d'une concentration sur la stabilisation de la voie bilatérale. Il est clair qu'il faut maintenant éviter le pire pour notre industrie d'exportation et les emplois concernés lors d'éventuelles nouvelles négociations douanières. Il faut prendre des mesures qui sont à notre avantage, comme l'interruption de l'achat du F-35, qui supprimerait une faille de sécurité tout en évitant des surcoûts en milliards. On peut également jouer sur l'or, qui renchérit énormément notre balance commerciale, sans rapporter grand-chose à notre économie. Mais au final, Trump ne comprend que le rapport de force, et pour qu'il soit plus favorable à la Suisse, il est important de nous rapprocher de l'UE.»



Céline Amaudruz (UDC/GE)

«On pourrait jouer sur la pharma, mais c'est risqué» «Ce que les États-Unis devraient comprendre, c'est que nous sommes leur 6^e investisseur mon-

Céline Amaudruz (GE), vice-présidente de l'UDC. Mais tant que Donald Trump ne voudra pas l'entendre, nous allons tourner en rond. Il y a toutefois un domaine dans lequel la Suisse tient le couteau par le manche, c'est la pharma. Le système sanitaire américain est dépendant de nos médicaments. La preuve, c'est que Donald Trump essaie de directement négocier avec les entreprises pour qu'elles baissent leur prix. Si nous décidons de fermer le robinet, on mettrait alors les États-Unis sous une très forte pression. Le problème, c'est que cette solution est quasi irréaliste tant elle est risquée. Il faudrait que la Suisse compense le manque à gagner de la pharma, ce qui se chiffrerait en milliards. Je crains ainsi que nous devions nous préparer à une crise de l'ampleur de celle du Covid, où l'État devra aider les entreprises à ne pas couler.»

dial et que notre balance commerciale est à l'équilibre, si l'on tient

compte des services importés,

analyse la conseillère nationale



Charles
Juillard
(Le Centre/JU)

«Il faut faire le dos rond en attendant son départ»

«Si Donald Trump est fâché, cela va être compliqué de le faire revenir à la table des négociations, quoi qu'on fasse, réagit le sénateur Charles Juillard (JU), vice-président du Centre. Jouer sur la raffinerie d'or pour diminuer notre balance commerciale, je n'y crois pas. S'il veut nous embêter, il trouvera de toute façon une autre excuse. Quant au F-35, ce serait se tirer une balle dans le pied que de déchirer le contrat, comme certains le proposent. Nous n'aurions alors plus d'avions de combat, quant aux États-Unis, elles trouveraient tout de suite un nouveau marché pour les vendre. Je crains que nous n'avons d'autre choix que de faire le dos rond en attendant son départ de la Maison-Blanche. Entre-temps, nous devons développer de nouveaux marchés pour diversifier nos exportations et les rendre moins dépendantes aux États-Unis. Il faut aussi prendre des mesures internes pour aider les entreprises qui seraient en difficulté à cause de ces droits de douane. Cela peut passer par des mesures de chômage partiel ou de prêts.»

Un blessé grave après une bagarre au couteau

Fribourg Deux auteurs présumés âgés de 27 ans ont été appréhendés.

Très tôt ce vendredi 1^{er} août, une bagarre au couteau a fait un blessé grave à la rue de Romont, à Fribourg

Selon un communiqué de la police cantonale, la victime est un homme de 20 ans domicilié dans la région.

Les faits se sont déroulés au petit matin: vers 3 h, la police a été prévenue d'une bagarre. Une fois sur place, les patrouilles ont découvert «une personne blessée couchée au sol», à laquelle elles ont prodigué les premiers soins avant son transport en ambulance vers un hôpital.

«Plusieurs personnes ont pris la fuite avant l'arrivée des secours», indiquent les forces de l'ordre. Les investigations ont toutefois conduit à l'arrestation de deux auteurs présumés: des hommes âgés de 27 ans, eux aussi domiciliés dans la région.

Le Ministère public a lancé une instruction pénale pour élucider les motifs de l'altercation.

D'après les premiers éléments de l'enquête, il semblerait que les trois personnes en sont venues aux mains et qu'à un moment, un coup de couteau a été porté au cou de la victime.

Adriana Stimoli

Un loup abattu après avoir tué sept animaux de rente

Valais Un loup a été abattu dans la région de Conches, lundi matin. Le chef du Département valaisan de l'économie et de la formation (DEF), Christophe Darbellay, avait ordonné jeudi dernier le tir de l'un de ces animaux installés dans la région.

Le grand prédateur avait tué sept animaux de rente en situation protégée en l'espace d'un mois. Les dispositions révisées de l'ordonnance fédérale sur la chasse, entrées en vigueur le 1er février 2025, autorisent les autorités cantonales à ordonner un tir à partir de six bovins ou caprins tués sur une période de quatre mois dans des situations protégées ou non protégeables. D'où la décision prise par Christophe Darbellay.

La décision d'abattre l'animal a été consécutive à des consultations auprès du Service de la chasse, de la pêche et de la faune (SCPF), compétent en matière de régulation des espèces protégées et du Service de l'agriculture (SCA), responsable de la protection des troupeaux. Selon le SCPF, la présence d'un loup isolé avait été attestée, avant que la décision de le tirer ne soit prise. (ATS)